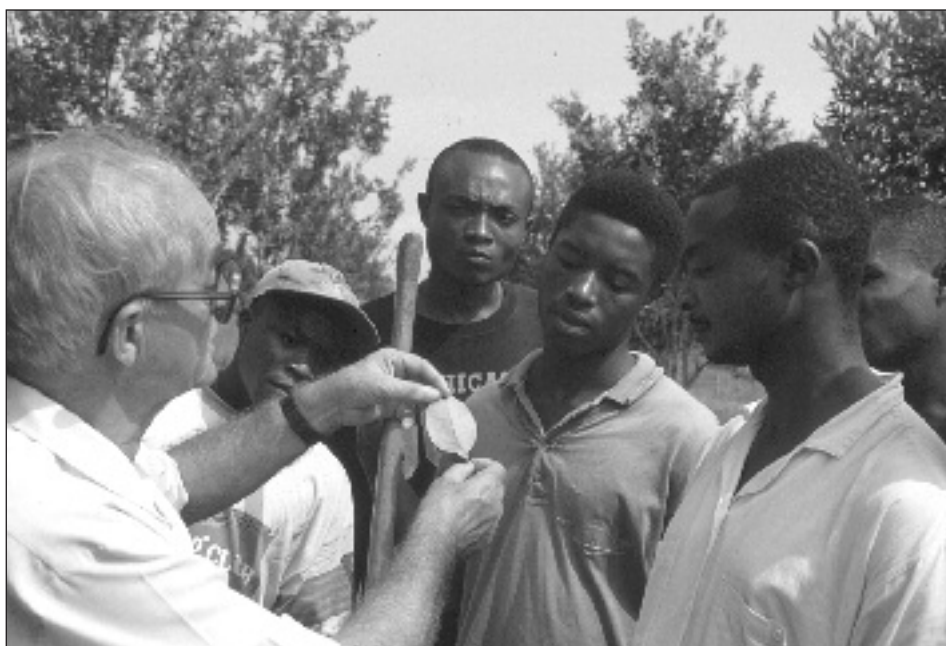


Quelle approche pour les organisations d'appui dans leur lutte contre la pauvreté paysanne ?



Sean Sprague - CIRIC

Un tour d'horizon des faiblesses des OA et quelques pistes d'amélioration proposées par Liévin Bulibirha*, membre de l'Inter-Réseaux.

Depuis environ une décennie, des ONG de développement pullulent dans notre région avec l'objectif commun de faire déclencher le développement en milieu rural. Des fonds colossaux ont été et continuent d'être décaissés par des bailleurs du Nord afin d'atteindre cet objectif, noble en soi. Ces organisations d'appui développent leurs stratégies et méthodes d'intervention habituelles, acquièrent les intrants nécessaires et lancent les paysans sur la voie du développement. Sur le terrain, ils présentent à leurs partenaires paysans des agendas contenant les seuls secteurs où ils peuvent intervenir et peu

importe les besoins les plus pressants de ces paysans.

Avec le désengagement de l'Etat du développement socio-économique du pays, les pauvres ruraux croient salutaires les actions proposées par ces OA et n'osent suggérer quoi que ce soit. Ils se retrouvent donc en situation de simples exécutants et non responsables de ce qu'ils font. Résultat, les changements escomptés sont imperceptibles : la pauvreté, l'érosion des sols, l'ignorance, persistent et la situation initiale ne change pas tellement à l'arrivée.

« Il y a 8 ans que je travaille bénévolement dans notre association villageoise de développement. Nous bénéficions de quelques petits appuis matériels et en formation d'un bon nombre d'ONGD basées à Bukavu. Malgré cela, nos frères paysans manifestent une lenteur notoire dans l'application de tout ce que nous apprennent les animateurs de ces ONGD. C'est ainsi qu'on n'en voit pas vraiment les progrès au village, excepté certaines réalisations

Formateur sur le terrain.

comme des sources d'eau potable captées, des pépinières d'arbres, un dispensaire construit, etc. » affirme un secrétaire d'op de la région.

L'allégation de ce leader paysan est claire. Sans méconnaître certaines réalisations d'OA, fort d'une expérience de 7 ans au service des organisations paysannes, comme ce paysan, voici le constat que nous pouvons faire à propos de quelques défaillances de ces dernières, afin d'enrichir le débat sur cette question.

● Les bureaux des d'OA sont très distants des entités rurales bénéficiaires

Cette distance géographique, parfois de plus de 60 km, rend inefficace l'accompagnement des activités de terrain.

● Visites éclairs des agents aux paysans

Comme ils viennent de loin, ces agents ne prennent pas assez de temps pour écouter les villageois. Ils préfèrent s'entretenir avec les membres les plus accessibles (habitant les petits centres commerciaux à proximité de la route), ne se rendent pas sur les lieux où sont exécutées les activités, n'ont pas envie de passer la nuit au village pour raison tantôt d'insécurité tantôt d'absence de confort ou à cause de l'inaccessibilité des routes en saison de pluie.

● Participation limitée des op

Pour que les résultats d'un projet/programme soient perceptibles, on doit faire participer les bénéficiaires à toutes les étapes (de la conception à l'évaluation) afin que ces derniers se l'approprient et

cessent de véhiculer une image de simples exécutants. Le savoir paysan est édifiant et peut par conséquent enrichir ces programmes avant de les soumettre aux bailleurs de fonds pour appui financier.

● De maigres fonds alloués aux activités

Les dépenses globales engagées sont normalement justifiées par les activités réalisées. Or certains gestionnaires d'OA mettent plus d'importance à multiplier les voyages, les rencontres d'agrément et autres dépenses de fonctionnement qui ne font pas avancer les activités de terrain.

● Etendue du rayon d'action

Pour une OA aux moyens limités, un vaste rayon d'action constitue un risque d'inefficacité. Pour des réalisations visibles, la zone d'intervention doit être proportionnelle à ses moyens financiers et humains. Le gigantisme est un mal qui ronge beaucoup d'OA en les amenant à trop embrasser pour mal êtreindre ou vouloir donner à manger à tout le monde sans que personne ne soit rassasié.

● Détournement d'objectifs

Les objectifs initiaux sont toujours nobles et exprimés en termes appropriés pour attirer la sympathie et la bienveillance des donateurs. Mais dans la gestion du financement, certains responsables introduisent progressivement des activités sans rapport avec les objectifs prévus, mais relevant plutôt de positionnements politique, ethnique ou tribal. Un problème courant dans les organisations de type Syndicat d'initiatives... qui finissent souvent par des tensions et des conflits internes.

Différencier les actions à communautariser de celles à privatiser

Absence de l'autorité locale dans les actions de développement

Avec le désengagement de l'Etat du développement, la population a retiré sa confiance à tous ceux qui appartiennent à l'administration publique. C'est ainsi que des OA interviennent sans le concours des chefs de village. Néanmoins, il existe des actions pour lesquelles ces chefs sont incontournables : construction d'écoles et de dispensaires, traçage des routes, etc. Ils peuvent également être utiles par exemple pour un projet de lutte anti-éro-

sive sur les bassins versants. La loi foncière étant ce qu'elle est, les bassins versants sont généralement exploités par plusieurs villageois qui ont le chef comme dénominateur commun. Et c'est seulement par son biais qu'une OP ou une OA pourra persuader cette multitude d'exploitants de l'utilité de la lutte contre l'érosion, sinon seuls les membres de l'OP adopteront l'innovation et l'impact sur l'ensemble de l'étendue du versant risque d'être très réduit.

D'autre part, s'il n'est pas accepté, le chef de village est en mesure de dresser ses subalternes contre n'importe quelle action d'une OA. Celle-ci a donc intérêt à associer les chefs aux actions nécessitant une participation d'ensemble.

Peu d'importance attachée aux initiatives privées

Etre groupé en association ou organisation paysanne demeure la condition sine qua non pour que les villageois bénéficient d'un quelconque appui d'une OA. Beaucoup pensent que c'est seulement par cette façon que l'on pourra déclencher les changements attendus, pourtant les problèmes que l'on combat sont d'abord individuels avant d'être communautaires. Dans un monde en pleine mutation, une méthode ayant fait ses preuves hier peut échouer aujourd'hui. L'exemple le plus frappant est celui du système économique soviétique dont le sort est connu de tout le monde. Avec le capitalisme envahissant le monde jusque dans le développement de plusieurs Etats, l'esprit des affaires privées s'impose actuellement : la rencontre des cultures, l'esprit de lucre qui hante l'humanité, la dégradation du pouvoir coutumier sont quelques unes des raisons qui militent pour des actions privées en matière de développement rural.

S'il faut reconnaître l'efficacité et peut être même l'irréversibilité des approches communautaristes pour des actions d'intérêt public comme les écoles, les routes, l'adduction d'eau potable, etc., les OA devraient faire la part de chose entre les actions à communautariser et celles à privatiser. Cette distinction dicterait le choix des approches d'interventions et constituerait un bon démarrage de leurs actions sur le terrain.

Non-systématisation des actions de développement

Les soins de santé primaires, la baisse de la production agropastorale, l'anal-

phabétisme, l'ignorance des droits et obligations, la précarité de l'habitat, les routes de desserte agricole, l'inaccessibilité aux crédits, sont autant de problèmes des milieux ruraux. Or, la plupart du temps, les actions des OA sont dirigées vers un ou deux des problèmes ci-énumérés. Dans une même localité, plusieurs OA peuvent intervenir chacune dans son (ses) secteur(s) et l'on retrouve ainsi 2 à 3 OA dans le même secteur, avec des retombées surprises de part et d'autre, des incompréhensions et des tentatives d'appropriation du rayon d'action.

Chacune dans son domaine, les OA se comportent en spécialistes favorables à ceci et défavorables à cela. Elles ne se donnent pas le temps de vérifier si tel problème n'est pas la cause ou l'effet d'un autre ; alors que les problèmes des paysans sont intégrés dans un système dont les effets s'influencent mutuellement. Les OA devraient s'inspirer de l'approche système car les problèmes de leurs partenaires paysans constituent un ensemble qui doit être pris dans sa globalité.

Nous croyons par exemple qu'un projet de reboisement de la plaine de Ruzizi* intégrerait obligatoirement :

- l'aménagement des pâturages individuels et collectifs ;
- la promotion de l'élevage en stabulation ;
- la vulgarisation des foyers améliorés économisant le bois de chauffe ;
- la recherche d'autres sources énergétiques ;
- la vulgarisation d'autres matériaux de construction à part le bois : briques cuites, briques adobes, tuiles,
- la campagne de sensibilisation - éducation sur les méfaits des feux de brousse.

A la lumière de cette brève analyse, force est de constater que le gros du travail, sans pour autant négliger ce qui a été réalisé, n'est pas encore fait. L'essentiel est que les OA réfléchissent davantage sur leurs approches et stratégies d'intervention. ■

* Antenne de développement rural de Chambucha - CERDAF-Bukavu - BP 333 Cyangugu (Rwanda)

* Vallée de 800 km² traversée par la rivière Ruzizi à l'Est de la RDC et qui fait la limite avec le Rwanda et le Burundi.